

La Gazette des Comores

Paraît tous
les jours sauf
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

25^{ème} année - N°4814 - Mardi 18 Février 2025 - Prix : 200 Fc

BANQUES :

La BPC modernise son système d'information



La BPC modernise son système d'information

La Banque Populaire des Comores (BPC) a lancé, ce lundi 17 février à Moroni, son nouveau système d'information en partenariat avec Devateam, BFI et TMI. Une avancée qui promet plus de fluidité et de sécurité pour les opérations bancaires des clients, en local comme à l'international.

La cérémonie de lancement a réuni plusieurs personnalités, notamment le ministre des télécommunications, la directrice générale de la BPC, les représentants de BFI, TMI et le président du conseil d'administration de la BPC, Ali Hadji Mmadi. Ce dernier a souligné l'importance de cette transition : « Nous nous sommes réunis

aujourd'hui pour lancer ce nouveau système et changer l'ancien. Parmi les avantages, en premier lieu, la facilité du système : la population pourra faire ses opérations en toute simplicité. » Il a également précisé que cette modernisation nécessitait le hors service temporaire des anciens GAB : « Nous étions obligés d'effacer l'ancien système afin de mettre en place le nouveau, qui apportera plusieurs changements. Nous avons lancé tout ce qui est core banking, mais il nous reste encore des étapes de facilitation, comme le système monétique dans nos GAB. »

LIRE SUITE PAGE 3

19 Chaanban 1446
Prières aux heures officielles
Du 16 au 20 Février 2025

Lever du soleil:

06h 07mn

Coucher du soleil:

18h 36mn

Fadjr : **04h 56mn**

Dhouhr : **12h 26mn**

Ansr : **15h 51mn**

Maghrib : **18h 39mn**

Incha : **19h 53mn**



SANTÉ PUBLIQUE :

Vers l'implantation d'un centre de médecine nucléaire et de radiothérapie

Les autorités sanitaires du pays se préparent à maintenir des soins médicaux très importants à travers l'implantation d'un centre de médecine nucléaire et de radiothérapie au nouveau centre hospitalier universitaire (CHU) d'El Maarouf. Il s'agit d'un projet appuyé par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) afin de permettre à la population de bénéficier des traitements des cancers ou d'autres pathologies nécessitant des soins de pointe.

C'est une lueur d'espoir pour les comoriens souffrant de certaines pathologies liées au cancer. Le pays cherche à travers un projet d'innovation sanitaire à accéder à des soins très avancés contre les maladies graves grâce à la mise au point d'un centre nucléaire et de radiothérapie. Ainsi, les autorités ont annoncé la semaine dernière un projet déjà en cours. « L'AIEA (agence internationale de l'énergie atomique) a déjà fourni du matériel de pointe destiné à la détection des rayonnements et au diagnostic moléculaire, notamment pour lutter contre les maladies

infectieuses. Ce matériel a permis d'installer un laboratoire innovant sur le campus de l'université, démontrant que la technologie et la formation avancée vont de pair pour améliorer la santé publique », a déclaré Ibouroi Ali Tabibou, président de l'université des Comores. Et de poursuivre : « L'expertise des enseignants du département de physique est le moteur de cette révolution médicale. Ces enseignants ont joué un rôle décisif dans la rédaction de la nouvelle loi nucléaire, garantissant l'utilisation sûre des rayonnements ionisants dans le domaine de la santé ».

Une occasion de révéler que les enseignants ont créé un centre de sciences et techniques nucléaires à l'école de médecine, permettant à l'autorité de réglementation en surveillant les équipements de radiothérapie et en assurant la radioprotection du personnel de santé au CHN El Maarouf. « Les experts du département de physique dispensent des cours et des ateliers, préparant ainsi la nouvelle génération de spécialistes en médecine nucléaire », précise le service Communication de l'Université. A en croire ce der-



Santé projet de centre de médecine nucléaire

nier, l'Université aurait également entrepris l'ouverture « d'une faculté de médecine », dont le lancement est prévu pour bientôt. Cette nouvelle faculté viendra enrichir la formation des futurs médecins comoriens, qui pourront ainsi se spécialiser en médecine nucléaire et en radiothérapie, en étroite collaboration avec les enseignants du départe-

ment de physique ».

Ces activités techniques et scientifiques ont pour but d'améliorer la santé publique. Et ce projet de centre de médecine nucléaire est considéré comme une avancée technologique transformant le paysage de la santé dans l'archipel. Et en mai prochain, un cours national sur l'inventaire des sources radioacti-

ves va réunir des experts internationaux et les enseignants du département de physique dans le but de renforcer les compétences locales et la sécurité des installations au CHN El Maarouf. Une initiative qui contribuera à réduire les évacuations sanitaires vers Maurice et la Tanzanie.

Kamal Gamal



Projet USP

Avis de marché

NATURE DU MARCHÉ : SERVICE.

POUVOIR ADJUDICATEUR : EXPERTISE FRANCE S.A.S.

OBJET DU MARCHÉ : Souscription à des polices d'assurances pour la flotte automobile d'Expertise France.

LIEU D'EXECUTION : Union des Comores

FINANCEMENT : Groupe AFD.

CONDITIONS DE PARTICIPATION : Toute personne morale non exclue des financements du Groupe AFD et répondant aux critères d'éligibilité décrits dans les termes de référence.

CRITERES D'ATTRIBUTION :

Les critères de notation des offres se feront comme suit : Critère 1 : prix sur 30 points maximum) ; Critère 2 Valeur technique (NT sur 70 points maximum).

Chaque offre technique, jugée conforme techniquement, se verra attribuer une note technique (NT sur 70 points maximum) par addition des notes pondérées obtenues sur chaque sous-critère.

Attribution

Une note globale (NG sur un maximum de 100 points) obtenue par addition des notes technique et financière (NG=NF+NT) sera attribuée à chaque offre évaluée techniquement et financièrement. Le soumissionnaire ayant

obtenu la note globale la plus élevée sera considéré comme ayant fourni l'offre économiquement la plus avantageuse et se verra attribuer le marché.

PROCEDURE : Procédure adaptée ouverte.

CONDITION D'ACQUISITION DU DOSSIER DE CONSULTATION :

Le dossier de consultation est gratuit.

Pour l'obtenir, vous pouvez effectuer la demande par email à l'adresse suivante : log.comores@expertisefrance.fr

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES :

Toute demande d'informations complémentaires sur des points techniques ou administratifs du dossier devra être effectuée via l'adresse email log.comores@expertisefrance.fr

La date limite de soumission est fixée au **04/03/2025 à 14h00 (heure de Moroni)** sur log.comores@expertisefrance.fr

PROCEDURES DE RECOURS :

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75004 Paris ; email : greffe.ta-paris@juradm.fr

Des renseignements sur l'introduction des recours peuvent être obtenus auprès du Greffe du Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75004 Paris ; e-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr

BANQUES :

La BPC modernise son système d'information

Suite de la page 1

L'un des principaux enjeux de cette réforme concerne l'optimisation des distributeurs automatiques de billets (GAB). « Nous nous excusons, car les GAB ne seront opérationnels que dans une semaine et demi. Nous espérons que ceux déjà en place resteront fonctionnels en attendant les nouveaux, qui répondront aux besoins des clients à l'international. On pourra déposer et retirer de l'argent en toute tranquillité », a assuré Ali Hadji Mmadi.

Cette évolution vise également à faciliter les transactions des Comoriens vivant à l'étranger. « Nous voulons rassurer notre clientèle. Au niveau des cartes bancaires, il sera désormais possible d'effectuer des opérations depuis l'étranger, notamment le mobile banking et des paiements pour les entreprises qui rémunèrent leurs employés aux Comores. Plus besoin de déplacements inutiles. »

La directrice générale de la BPC Hayatti Hamadi Soulé, a de son côté, mis en avant les performances

de la solution Carthago, qui apporte des outils de gestion conformes aux réglementations bancaires. « Ce système va automatiser les processus, limitant ainsi autant que possible les erreurs humaines. Par exemple, lorsqu'un client fait une demande de crédit, dès l'initiation de l'opération, le système enclenchera automatiquement les phases d'analyse jusqu'à la libération des fonds », a-t-elle expliqué. L'automatisation concerne également les transactions monétiques : « Lorsqu'un client effectue une opération sur son

compte, nous avons désormais un suivi en temps réel de ses capacités et de la situation de la trésorerie. Cela permet une gestion optimisée, garantissant plus de sécurité et de confort pour la clientèle. »

Bien que le lancement du core banking marque une avancée significative, le déploiement du nouveau système reste un travail en cours. « Comme dans tout système, particulièrement un système d'information, le risque zéro n'existe pas. Nous avons déployé ce système en un temps record pour qu'il soit exploi-

table rapidement, mais les travaux de développement continuent », a-t-elle précisé. Elle a détaillé les prochaines étapes : « Nous devons d'abord migrer les données existantes, puis paramétrer le système pour intégrer les nouvelles fonctionnalités et enfin nous assurer que tout fonctionne correctement. À ce stade, il est difficile d'évaluer le taux d'erreur, mais nous mettons tout en œuvre pour les anticiper et les corriger en fonction du contexte. »

Mohamed Ali Nasra

SOCIÉTÉ

Renforcer la communication pour le changement de comportement

Le projet Shawiri, à travers l'ONG EarthEcho communications et la Croix Rouge française, en collaboration avec le ministère de la promotion du Genre, a organisé ce lundi 17 février au Retaj Moroni, un atelier d'information et de sensibilisation en faveur des communautés de base de Ngazidja. Cela entre dans le cadre de l'activité portant sur le renforcement de la communication institutionnelle des dispositifs nationaux d'écoute, d'orientation et d'accompagnement juridique et psychosocial.

L'objectif de cet atelier est de contribuer à renforcer la communication pour le changement de comportement à travers son volet institutionnel en appui aux dispositifs nationaux d'écoute, d'orientation et d'accompagnement juridique et psychosocial, mais également sur le volet communautaire. Il s'agit aussi d'exposer les éléments saillants de la stratégie de communication portant surtout sur les VBG, élaborée par l'ONG EEC en appui au projet Shawiri. Et de partager les vécus des victimes des VBG et adapter les messages clés identifiés dans la stratégie de communication pour les campagnes à réaliser tout au long du projet, en tant que relais communautaires, diffuser et partager la vidéo-animée sur les VBG pour une large sensibilisation. Et enfin présenter la boîte à images de sensibilisation du CRCO/CRF sur les VBG aux agents communautaires, analyser ensemble les illustrations et les messages clés, et collaborer pour les adapter aux spécificités culturelles et sociales du contexte national.

« Les communautés de base ont pris connaissance des campagnes de communication et de sensibilisation du projet, nécessitant leur accompagnement. Les messages clés identifiés dans la stratégie de communication pour les campagnes de sensibilisation sont partagés et adaptés. Les participants sont sensibilisés



Atelier sur la communication pour le changement sociétal

sur les vécus des victimes par les différents acteurs intervenants dans le VBG. La population connaît mieux les problématiques liées aux VBG, grâce aux messages véhiculés

par les communautés de base, y compris la vidéo-animée sur les VBG et les boîtes à images », a indiqué Loulou Said Issilamou coordinatrice nationale de commu-

nication de l'ONG EarthEcho Communications auprès du projet Shawiri.

Selon elle, la boîte à images de sensibilisation sur les VBG est

adaptée au contexte national grâce à la contribution des agents communautaires, permettant une meilleure appropriation et efficacité des messages dans les actions de sensibilisation au niveau communautaire. Et de souligner que ce même atelier sera organisé dans les autres îles. Le projet d'appui à la protection et la participation des femmes, jeunes et société civile en Union des Comores (Shawiri) - Solutions) est un consortium formé par le centre Européen d'appui électoral demandeur principal de l'ONG mouvement associatif pour l'éducation et l'égalité des chances (Maeecha), de l'organisation sans but lucratif EarthEcho Communications et la Croix rouge française, en tant que codemandeurs. Son objectif est de renforcer la protection sociale et la participation citoyenne des femmes, des jeunes et de leurs organisations en tant qu'organisation de la société civile.

Nassuf Ben Amad

FAIT DIVERS :

Une découverte macabre à Ouallah-Mirereni

Le corps en décomposition d'Asmaïda Mourdane, une collégienne de 17 ans portée disparue depuis quatre jours, a été retrouvé ce dimanche 16 février près de la plage de Ouallah-Mirereni, sur un site appelé Langara.

L'enterrement a eu lieu sur place et une enquête est ouverte pour déterminer les circonstances de ce drame.

Originaire de Ouallah Mirereni dans la région de Mledjélé, Asmaïda était élève à l'école privée Imane de Ndrodroni, située à environ trois kilomètres de son domicile. Comme de nombreux autres jeunes de la région, elle effectuait quotidiennement l'aller-retour entre ces localités. Le mercredi 12 février, elle est partie à l'école et n'est jamais ren-

trée chez elle. L'alerte a été donnée et la gendarmerie informée, mais les recherches sont restées infructueuses jusqu'à cette macabre découverte du dimanche 16 février aux environs de 9h du matin.

C'est un passant qui, alerté par une forte odeur, a découvert le corps et prévenu les habitants du village. La reconnaissance a été immédiate grâce aux vêtements qu'elle portait. Les autorités, notamment la gendarmerie et le COSEP, se sont rapidement rendues sur place, et une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances exactes de sa disparition et de son décès.

Ce drame soulève de nombreuses interrogations, notamment sur la sécurité des élèves qui doivent parcourir de longues distances à travers des zones isolées pour se rend-

re en cours. Un habitant de Mirereni témoigne que cette question de la sécurité des élèves sur ce chemin de l'école avait été soulevée au village depuis moins de 3 mois et voilà que le drame arrive. Était-elle seule au moment de sa disparition ? Avait-elle l'habitude de rentrer tard ? L'enquête devra apporter des répon-

ses à ces questions. Ce tragique événement vient s'ajouter à une série noire de faits inquiétants qui secouent le pays ces derniers temps, ravivant l'inquiétude des habitants quant à la sécurité des jeunes.

Riwad



Découverte macabre à Mohéli.


MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT EN CHARGE DU TOURISME

PROGRAMME « PACTE VERT ET BLEU -COMORES ULANGA NE MAESHA »
UNITE DE GESTION DU PROJET
AVIS DE MANIFESTATION D'INTERET

L'Union des Comores a reçu un financement de l'Union Européenne pour un montant de 20,4 millions euros pour le Programme « Pacte Vert et Bleu – Comores Ulanga ne Maesha-CUM » d'une durée de cinq (05) afin de contribuer à adresser des problématiques environnementales et alimentaires clés, en prenant en compte les spécificités territoriales et environnementales des îles de l'Union des Comores.

Pour la mise en œuvre du projet, le Ministère de l'Environnement en charge du tourisme a mis en place une Unité de Gestion pour l'exécution du projet, qui est dirigé par un Directeur national du projet. Afin d'étoffer son équipe, le Ministère de l'Environnement en charge du Tourisme, à travers l'UGP lance un appel à candidature pour le recrutement du personnel cadre du projet :

- ✓ D'un(e) point focal Expert en Environnement basé à Mohéli
- ✓ D'un(e) point focal Expert en Production Animale, basé à Anjouan
- ✓ D'un(e) point focal Expert en Agroécologie, basé à la Grande Comore
- ✓ D'un(e) Expert en Développement Communautaire, basé à la Grande Comore (UGP)
- ✓ D'un(e) Expert en Pêche durable, basé à la Grande Comore (UGP)
- ✓ Un(e) expert en Passation de Marchés, basé à la Grande Comore (UGP)

Toutes les personnes intéressées sont priées de demander les termes de références (TDR) sur l'adresse email suivante : pvb.UGP@gmail.com

- Les dossiers de candidatures devront inclure :
- ✓ Une lettre de motivation pour l'intérêt porté au poste ;
 - ✓ Un curriculum vitae (CV) mis à jour ;
 - ✓ Les copies certifiées des diplômes ;
 - ✓ Les certificats et/ou attestations de travail ;

Les dossiers de candidatures sont à déposer au Secrétariat de la Direction Générale de l'Environnement- Mdé Ex-CEFADER, sous plis fermé et à adresser à : Monsieur le Directeur National, Régisseur de l'Unité Gestion du Programme Pacte Vert Bleu – « Comores Ulanga ne Maesha – CUM »

OU par voie électronique sur l'adresse email suivant : pvb.UGP@gmail.com

Avec la mention « **RECRUTEMET au poste choisi** »

LA DATE LIMITE DES DEPÔTS DES CANDIDATURES EST: JEUDI 13 MARS 2025 à 15h00mn. (En ligne et en mains propres).


DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE
PROJET DE RESILIENCE DES SYSTEMES ALIMENTAIRES AUX COMORES (FSRP_KM, P177816), DON IDA E1830-KM /TF0C1418-KM
COORDINATION NATIONALE DU PROJET
Avis d'appel d'offre national ouvert

Réf. N° de l'Appel : 2025/003/ MAPA/FSRP/AO

Acquisition d'intrants et de petits matériels d'élevage pour le projet FSRP-KM

1. Le Gouvernement Comorien a reçu un financement de la Banque Mondiale (IDA) pour financer le Projet de Résilience des Systèmes alimentaires aux Comores (FSRP) et à l'intention d'utiliser une partie de ce Don pour effectuer des paiements au titre du Marché « **Acquisition d'intrants et des petits Matériels d'élevage pour le Projet FSRP-KM.** Cet appel d'offre concerne quatre lots ci-dessous cités pour un délai de livraison de quarante-cinq (45) jours calendaires au plus tôt.

Lot 1 : Aliments complet pour volailles (Ponte et Chair) ;
Lot 2 : Médicaments
Lot 3 : Matériels d'élevage ;
Lot 4 : Réservoirs d'eau

2. Pour ce Marché, l'Emprunteur effectuera les paiements en recourant à la méthode de décaissement par Paiement Direct, comme définie dans les Directives de la Banque Mondiale applicables aux Décaissements dans le cadre de Financements de Projets d'Investissement (FPI) ».

3. Le projet (FSRP) sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises : « fournir une Attestation montrant que le soumissionnaire a exécuté un (01) marché similaire durant les 10 dernières années avec satisfaction du Client **pour chaque lot** pour un montant **minimum de 32 519 438 KMF HT.**

4. La procédure sera conduite par mise en concurrence en recourant à un Appel d'Offre (AO) telle que définie dans le « Règlement – de Passation des Marchés applicables aux Emprunteurs dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement, (édition du 1er juillet 2016, révisée en novembre 2017 août 2018 et 30 septembre 2023.) ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans le Règlement de passation des marchés.

5. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès du secrétariat du FSRP situant à Mdé, EX-Cefader au Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, et de l'Artisanat ; email : projetfsrp@gmail.com et prendre connaissance du dossier d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessous : du lundi au vendredi à partir de 8H 00min à 15h 30, et du samedi : 8H 00min à 12H 30min.

6. Le Dossier d'Appel d'offres en version française peut être acheté par tout Soumissionnaire intéressé à l'adresse ci-dessous contre un paiement non remboursable de (15 000 KMF). La méthode de paiement sera en espèce. Le dossier d'appel d'offres sera retiré par voie électronique au secrétariat du FSRP.

7. Les offres devront être remises à l'adresse ci-dessous au plus tard le **24 mars 2025 à 14H 30min.** La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Toute

offre arrivée après l'expiration du délai limite de remise des offres sera écartée. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires et des personnes présentes dans la salle de conférence du FSRP à l'adresse ci-dessous, le **24 mars 2025 à 14H 30min.**

8. Les soumissionnaires peuvent participer à un seul ou à plusieurs lots. L'Acheteur n'attribuera que deux lots au maximum à un seul Soumissionnaire selon la combinaison financière la plus avantageuse. Il doit présenter une garantie d'un montant tel qu'indiqué dans le tableau suivant selon le nombre de lots visés :

Nombre de lots visés par le soumissionnaire	
Lot 1	KMF Montant de la garantie 7 000 000
Lot 2	KMF Montant de la garantie 1 000 000
Lot 3	KMF Montant de la garantie 300 000
Lot 4	KMF Montant de la garantie 600 000

9. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessous est: Ministre de l'Agriculture, de la Pêche, et de l'Artisanat BP :41-Moroni A Mdé ex-Cefader -maison des épices. Au secrétariat du Projet (FSRP)/ Email : projetfsrp@mail.com

Lancé, le 18 février 2025

CYCLISME AFRICAIN :

La Fédération Comorienne au congrès de la CAC

Le vice-président de la Fédération Comorienne de Cyclisme, Halifa Nassor a pris part au Caire au congrès électif de la Confédération Africaine de Cyclisme qui s'est tenu dimanche 16 février dernier. Quarante-neuf (49) des 52 fédérations du continent ont été présentes lors de cette grand-messe de la reine des routes. Cette participation au congrès de la CAC est une occasion rêvée pour le cyclisme de nouer des relations avec ses homologues africains et du monde entier.

Le vice-président de la Fédération Comorienne de Cyclisme, Halifa Nassor, et le directeur technique national, Walia Abdallah, participent ce matin à Mövenpick au Caire en Egypte au congrès électif de la Confédération Africaine de Cyclisme », peut-on lire dans une publication du Comité Olympique et Sportifs des Iles Comores. La présence du Directeur Technique National du cyclisme comorien, Walia Abdallah est un signe qui montre la volonté de l'exécutif de la FCC d'associer les techniciens dans l'évolution du cyclisme comorien. « Nous avons discuté avec beaucoup de fédération et nous avons



Les Fédération Comorienne au congrès de la CAC.

noué des relations que le vice-président aura le temps de développer une fois au pays » nous a confié le DTN.

Présidée depuis 2005 par Dr Mohamed Wagih Azzam (Egypte), la Confédération Africaine de Cyclisme a connu des nombreux

progrès tout au long des 19 ans de règne de l'égyptien, qui était aussi vice-président de l'Union Cyclisme Internationale (UCI). Pour ce

congrès a domicile, le président sortant avait remis son siège en jeu. Après le vote qui a eu lieu dimanche 14 février, c'est le président de la Fédération Ivoirienne de Cyclisme qui a été élu nouveau patron du cyclisme continental. « La Côte d'Ivoire vient d'être honorée au niveau du cyclisme africain », peut-on lire dans un article du site ivoirien, Ivoire Opinion media.

Et l'article de poursuivre : « Le président de la Fédération ivoirienne de cyclisme, Dr. Jean-Marie Allah Kouamé Yao est le nouveau président de la Confédération africaine de Cyclisme. Il est sorti vainqueur de haute lutte, par 25 voix contre 24 pour l'Égyptien Dr. Mohamed Wagih Azzam (l'ex-président). « L'élection à la présidence de la CAC s'est, tenue ce dimanche 16 février 2025 au Caire en Égypte ». C'est donc une nouvelle ère qui s'ouvre pour le cyclisme africain avec des défis énormes, notamment essayer de réduire les écarts de niveau entre l'Afrique et le reste du monde. Créé en 1973 la CAC doit désormais mettre le cap vers plus de développement.

Imtiyaz



ASCOBEF

ASSOCIATION COMORIENNE
POUR LE BIEN-ETRE
DE LA FAMILLE

Quartier Oasis – Moroni / Petite Coulée

B.P 524 – Tél (269) 331 66 01

Email : ascobef94@gmail.com



IPPF

FEDERATION INTERNATIONALE
POUR LA PLANIFICATION FAMILIALE

L'Association Comorienne pour le bien-être de la Famille (ASCOBEF) créé en 1994, est une Organisation Non Gouvernementale (ONG) reconnue par l'Etat comme une ONG d'utilité publique. Elle répond aux principes, buts et objectifs de l'IPPF (International Planned Parenthood Federation) dont elle est une association membre (AM). L'ASCOBEF tout comme l'IPPF s'emploie activement à garantir les droits en matière de santé sexuelle et reproductive, à promouvoir l'égalité entre l'homme et la femme, à accorder de la valeur à la diversité et à la protection des jeunes et des personnes vivantes avec le VIH (PVVIH).

Durant ses 30 ans d'existence, les actions de l'ASCOBEF se sont toujours inscrits dans le cadre plus global des priorités nationales telles que définies dans la Politique nationale de Santé (PNS) et le Plan Nationale de Développement Sanitaire (PNDS). Elles sont mises en œuvre à travers une plus grande collaboration avec les institutions étatiques en charge de ces thématiques et l'association participe aux programmes conjoints, en prenant pour cadre de référence la Conférence Internationale sur la population et le développement (CIPD) ; les Objectifs de Développement Durable (ODD), la plateforme de Beijing et le plan stratégique de l'IPPF.

Elle est bénéficiaire de subventions de différents bailleurs. Comme toutes les associations affiliées à l'IPPF, l'ASCOBEF a la responsabilité envers ses membres et ses donateurs de rendre compte de la bonne gestion financière des ressources en provenance de l'IPPF et de tous ses donateurs.

En sommes, l'association s'apprête à lancer le processus de réforme de sa gouvernance avec le soutien de l'Initiative Globale de l'IPPF en vue de son renforcement. Dans ce cadre, l'Association vise à mobiliser une exper-

tise nationale devant permettre de mener la phase de diagnostic et de proposition des actions concrètes pouvant concourir aux résultats escomptés. C'est la première étape de ce processus menant vers cette réforme complète de l'association. Le consultant aura à réaliser un travail qui comprendra une analyse approfondie des structures, des systèmes et des processus de gouvernance existants au sein de l'ASCOBEF et de leur efficacité par rapport à des critères définis, notamment l'efficacité de la surveillance, le coût de la gouvernance et tous les autres facteurs qui les impactent.

Pour la réalisation de ce travail, nous recherchons un (e) juriste avec une expérience du monde associatif. Date limite pour la soumission de candidature est fixée au **25 février 2025 à 16 heures précises**. Pour plus de détail, veuillez s'adresser aux contacts suivants pour accéder aux TDRs :

Mme Tanyme Soutane

Tél : 3332862
WhatsApp : 002693332862
Mail : ascobef94@gmail.com

Mme Binti Charaf

Tél : 333 01 61
WhatsApp : 002693330161
Mail : binti.charaf@ascobef.org

Mr. Allaoui Ismael

Tel : 3337506
WHATSAPP : 3337506
Mail : allaouiismael1@gmail.com



Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme,
Chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres



Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience (PRPKR – P171361)

Financement de la BM : Crédit-65290 ; Don No. D549-KM

Référence : 2025- 002 -ETUDE.Z. COTIERE-UGP-PRPKR

Sélection de consultants par les emprunteurs de la banque

« SOLLICITATION A MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR LE MISSION Étude visant à produire des plans d'ingénierie de protection côtière, des estimations budgétaires référence pour l'exécution de la construction sur quatre sites (sur deux îles) de l'Union des Comores DANS LE CADRE DE MISE EN ŒUVRE DU PRPKR COMORES. »

Le Gouvernement de l'Union des Comores, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience (PRPKR), a reçu un financement de la Banque Mondiale et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour Recrutement d'un cabinet pour la Mission de Étude visant à produire des plans d'ingénierie de protection côtière, des estimations budgétaires pour l'exécution de la construction sur quatre sites (sur deux îles) de l'Union des Comores dans le cadre de mise en œuvre du PRPKR Comores.

1. Contexte

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience (PRPKR), initié par le Gouvernement de l'Union des Comores avec le soutien financier de la Banque Mondiale, il est nécessaire de réaliser des interventions techniques et environnementales pour renforcer la résilience des zones côtières fortement exposées aux aléas naturels, notamment l'érosion côtière et les submersions marines. Le cyclone Kenneth, survenu en avril 2019, a entraîné des dommages considérables sur le littoral comorien, affectant les infrastructures, les habitations et les activités socio-économiques des populations locales.

Des études ont été menées entre 2022 et 2023 dans le cadre du PRPKR et ont permis d'établir un diagnostic général de l'état des côtes comoriennes et de proposer des plans d'action pour la protection côtière.

La phase 1 intitulée "Diagnostic général de l'érosion côtière et des submersions marines sur l'ensemble du littoral des 3 îles comoriennes" a compris les 4 étapes suivantes :

1. Analyse et synthèse générale des connaissances sur le littoral, à partir de la collecte des données existantes et de l'acquisition de données complémentaires locales. Etat des lieux des ouvrages de protection ;
2. Etude des conditions météo-océaniques (vent, vagues, niveau d'eau) le long des côtes du territoire comorien ;
3. L'étude de l'évolution du trait de côte ;
4. Réalisation d'un bilan général du fonctionnement du littoral et identification et priorisation des zones soumises aux aléas érosion et submersion et des zones vulnérables.

Ces études ont abouti à la sélection de sites prioritaires préparation des avant-projets détaillés, parmi lesquels Mitsamiouli et Chindini (Grande Comore), Mirontsi et Dar Salam (Anjouan) – voir en annexe les cartes y afférentes. L'Unité de Gestion du Projet (UGP) souhaite recruter un cabinet d'études spécialisé en génie côtier, doté de compétences techniques et environnementales avérées, pour mener des études complètes allant des études d'avant-projet sommaire (APS), d'avant-projet détaillé (APD), des études d'impacts environnementale et sociale (EIES) et Plan d'Action de Réinstallation (PAR) et la préparation du Dossier d'Appel d'Offres (DAO).

2. Objectifs de la présente étude

Les objectifs de cette étude sont de réaliser les tâches suivantes :

1. Réaliser des études d'avant-projet sommaire (APS) avec la réalisation du dossier plans sommaires et d'avant-projet détaillé (APD) avec la réalisation du dossier plans détaillés pour proposer des solutions techniques adaptées aux spécificités locales et conformes aux standards internationaux.
2. Produire les dossiers d'appel d'offres (DAO) et du dossier plan détaillé (exé) pour le lancement des travaux d'aménagement côtier.
3. Effectuer des études d'impact environnemental et social (EIES) conformes aux exigences de la Banque Mondiale et aux réglementations nationales.
4. Élaborer des plans d'action de réinstallation (PAR) en cas de nécessité de déplacement des populations.

Sites effectivement sélectionnés

Cette étude et les termes de référence (TDR) se concentrent sur les quatre sites spécifiques :

- Mitsamiouli, île de la Grande Comore (Figure 1 en annexe) ;
- Chindini, île de la Grande Comore (Figure 2) ;
- Mirontsi, île d'Anjouan (Figure 3) ;
- Dar Salam, île d'Anjouan (Figure 4).

5. Durée de la mission

La mission est prévue pour une durée maximale de neuf (09) mois,

6. Aspects Généraux

Le prestataire sera sélectionné conformément aux directives de la Banque Mondiale. Le prestataire devrait être une entreprise ou un consortium d'entreprises (Joint-venture) composé d'experts internationaux, qui apporteront des connaissances et leur expérience sur les meilleures pratiques internationales, ainsi que, autant que possible, d'experts locaux ou régionaux en mesure de faciliter la mission sur le terrain (pour s'assurer que le contexte et les expériences sont pleinement pris en compte, en fournissant les aspects spécifiques et les enseignements tirés par rapport au contexte national). Dans le cas d'une coentreprise ou d'un consortium, celui-ci peut être composé de trois entités au maximum et une organisation chef de file doit être désignée.

7. Références du Consultant

La prestation sera menée par un cabinet de consultant au profil suivant :

- Spécialiste en aménagements maritime et littoral. Compétences spécifiques dans la conception et dimensionnement d'ouvrages maritimes et de protection côtière, travaux de génie civil, enrochements, ainsi que le reprofilage des plages, aménagement dunaire, et de manière plus générale les solutions douces de maintien du trait de côte.
- Avoir Effectuer des études d'impact environnemental et social (EIES) conformes aux exigences de la Banque Mondiale et aux réglementations nationales.
- Avoir Élaborer des plans d'action de réinstallation (PAR) en cas de nécessité de déplacement des populations.
- Expérience avérée aux Comores, dans des PEID, en Afrique de l'Est.

8. Termes De Référence de la mission

Les Termes De Références (TDRs) détaillés de la mission peuvent être téléchargés sur le site web suivant :

https://wetransfer.com/downloads/d327b257b33c735ab5226010eaa3de5a20250217083019/b5957e?t_exp=1740040219&t_isid=c5789d9d-4cbd-4292-86c4-7991ee890c21&t_network=link&t_rid=ZW1haWx8NjdiMmYzOWU2ZTZQ3YzyczOTVIYzAzZjc5&t_s=download_link&t_ts=1739781047

9. Méthode de sélection du Consultant

Le Consultant sera sélectionné selon la méthode de Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût (SFQC) et conformément aux procédures de la Banque Mondiale définies dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA par les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissements (FPI) version de Septembre 2023.

10. Dépôt de la manifestation d'intérêt

Les manifestations d'intérêts doivent être déposées en présentiel (1 Original, 2 copies et 1 copie en clé USB Contenant une version électronique de la Manifestation intérêt) du Lundi au Vendredi de 08 heures 30 à 15 heures 30 avec la mention « Candidature au poste D'UN CABINET POUR LE MISSION DE Étude visant à produire des plans d'ingénierie de protection côtière, des estimations budgétaires référence pour l'exécution de la construction sur quatre sites (sur deux îles) de l'Union des Comores » à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 17 Mars 2025 à 14h00 : Unité de Gestion du Projet (UGP), Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres, Moroni, Union des Comores, Rue corniche Sis à Ex-projet PALU, Bat. DGEAT 2eme étage BP 12 Moroni, Téléphone : + 269 733 22 73

Toute demande de renseignement complémentaire devra être envoyée à l'adresse : coordinateur.ugp.prpkr@gmail.com, rpm2.ugp.prpkr@gmail.com

NB : L'UGP informe aux consultants intéressés que les dépôts électroniques ne seront pas considérés.

Lancé, le 17 février 2025